

NGO CSM
FORUM 66
NGO CSM/NT | 50TH ANNIVERSARY



MARDI 22 MARS 2022 À 17H00

*Événement parallèle en ligne à la Commission
de la condition de la femme à l'ONU*

*Fédération de la Ligue des droits des Femmes (FLDF)-
MAROC*

Femmes Santé Climat-France

*Association Communale des Femmes et de la jeunesse de
Gory-France-MALI*

TERESA BOCCIA

AGGI- UN Habitat member, URBANIMA-LUPT
University of Naples Federico II, Présidente
d'honneur de l'AFEM

FEMMES ET ACCÈS À L'EAU



Promouvoir l'égalité des sexes dans le contexte de la crise climatique et de la réduction des catastrophes est l'un des plus grands défis pour notre avenir durable, encore plus après la crise de la pandémie de Covid 19 qui a mis en lumière tous les problèmes non résolus de notre développement : de la répartition déséquilibrée des richesses à la dévastation sauvage des ressources de la planète.

Avec la pandémie, il est clairement apparu :

- toutes les fragilités environnementales des écosystèmes compromis ;
- toutes les fragilités humaines, notamment des personnes âgées, des personnes aux capacités différentes , des sans-abris, des migrants;
- le protagonisme actif des femmes dans la recherche, dans les urgences, dans la résilience, dans le travail de soins non rémunéré, les inégalités et l'aggravation des graves discriminations dont elles sont victimes : de la violence et du féminicide à la réduction des droits sexuels et reproductifs, à les nouvelles formes de ségrégation pour la fracture numérique et la mauvaise organisation du télétravail, à l'augmentation vertigineuse de la pauvreté parce que les femmes sont largement employées dans les emplois informels et dans l'économie souterraine.
- toutes les inégalités et les discriminations entre les territoires et les personnes dans l'utilisation des ressources naturelles qui nécessitent des analyses , pas neutres mais territorialisées et intersectionnelles, pour reconnaître et prendre en compte , à partir du GENRE, toutes les différences.



DANS L'APRÈS-PANDÉMIE, LA RÉSILIENCE ET LA REPRISE NE PEUVENT CONTINUER À RÉPÉTER DES MODÈLES ET DES SOLUTIONS QUI REPROPOSENT LA DISCRIMINATION ET LES INJUSTICES SOCIALES. RIEN NE PEUT PLUS ÊTRE COMME AVANT !

C'est une opportunité à ne pas manquer pour le lancement d'un nouveau modèle de développement durable , qui repose sur la reconnaissance de la valeur des compétences des femmes, de leur capacité à être des agents de changement dans leurs communautés, aussi en ce qui concerne le changement climatique et l'utilisation des ressources.

L'EAU : UN BIEN COMMUN ET UN DROIT HUMAIN UNIVERSEL

Un cadre transformateur de développement durable , basé sur les droits humaine, l'égalité, l'équité et la justice sociale, fait nécessairement du changement climatique une question transversale, en raison de son effet amplificateur sur tous les défis pour un avenir juste et durable.

Et dans le changement climatique, l'eau est un élément essentiel parce que c'est notre source de vie, c'est **un bien commun**, qui appartient à tous les êtres humains et à toutes les espèces vivantes

L'eau est, aussi, un **droit humain universel** qui doit se concrétiser avec le libre accès à un minimum vital pour réduire les inégalités, contribuer à l'éradication de la pauvreté, diminuer le flux de réfugiés environnementaux, favoriser la coexistence pacifique des peuples et lutter contre d'éventuelles pandémies

(Resol .ONU A/RES/64/292 - 28 Luglio 2010 e ONU A/RES/70/169 - 17 dicembre 2015)



**DANS DE NOMBREUSES RÉGIONS DU
MONDE, LA VIE PEND À UNE GOUTTE
D'EAU !**



Pour les femmes, la crise de l'eau est personnelle et l'accès à l'eau potable offre espoir, santé, éducation, protection contre la violence.

Sans eau potable, installations sanitaires adéquates à la maison et sur le lieu de travail et éducation, il est disproportionnellement plus difficile pour les femmes et filles à mener une vie sûre, productive et saine.

L'eau et l'égalité entre les sexes au cœur de L'AGENDA 2030 et du NOUVEAU PROGRAMME POUR LES VILLES

L'eau, en tant qu'élément fondamental pour la vie, et l'égalité des sexes sont au cœur de nombreux documents et accords internationaux, tels que l'Accord de Paris sur le changement climatique, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, l'Agenda d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement et le Sommet Humanitaire Mondial, COP 26 et en particulier l'Agenda 2030 de développement durable et le Nouvel Agenda Urbain, adoptés par les Nations Unies

L'AGENDA 2030 prend en compte la dimension environnementale, en insistant sur les liens entre la lutte contre la pauvreté et la préservation de la planète face aux dérèglements climatiques.

Elle recense 5 piliers du développement durable: planète, population, prospérité, paix et partenariats (5 P.) et, pas seulement dans le ODDS 5, mais dans l'ensemble des 17 objectifs, elle considère l'égalité des sexes et les politiques sensibles au genre comme indispensables pour concrétiser son slogan « *personne ne devrait être laissé pour compte* ».

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Le Nouvel Agenda Urbain (NUA) adopté à Quito, Ecuador, en 2016, est alignée sur l'ODD 5, souligne les liens entre l'urbanisation durable et la création d'emplois, les possibilités de subsistance et l'amélioration de la qualité de vie. La NAU assume des engagements en matière de genre, garantissant la pleine participation des femmes et des filles et l'égalité des droits dans les villes. reconnaît l'écart entre la contribution des femmes aux villes et les avantages qu'elles en retirent, en termes de représentation dans la gouvernance urbaine, d'accès à un travail décent et aux services de base, au logement et aux espaces publics, et souligne l'importance de lutter contre les inégalités entre les sexes tout au long du processus de gestion et de développement urbain.

Le NUA permet plus particulièrement l'accélération de l'ODD11 "rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables" afin de suivre et maîtriser l'urbanisation dans le monde, conscient du fait que 95% de la croissance urbaine se produira dans les pays en développement, En 2050, 70% de la population vivra en milieu urbain et le changement climatique accentuera les crises de l'eau et L'ACCÈS À L'EAU POTABLE est un défi auquel les villes devront faire face..

Au cœur de l'Agenda 2030, 17 Objectifs de développement durable (ODD) ont été fixés.

Ils couvrent l'intégralité des enjeux de développement dans tous les pays tels que le climat, la biodiversité, l'énergie, l'eau, la pauvreté, l'égalité des genres, la prospérité économique ou encore la paix, l'agriculture, l'éducation, etc.

Entre ceux-ci : la participation pleine et effective des femmes et l'égalité des chances de leadership , à tous les niveaux de prise de décision dans la vie politique, économique et publique , est un objectif fondamental pour atteindre l' ODD 5 sur l'égalité des sexes, ainsi qu'un facteur essentiel pour la réalisation de l' ODD 6 sur l'eau potable et l'assainissement .

Aussi l' ODD 11, che exige une planification participative et inclusive pour construire et renforcer des villes et des communautés durables , sur lequel s'aligne le NOUVEL AGENDA URBAIN, reconnaît les liens intrinsèques entre l'égalité des genres et le développement urbain et leur valeur stratégique pour la durabilité



PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISER TOUTES LES FEMMES ET LES FILLES

Le cinquième objectif est spécifiquement dédié à l'autonomisation des filles et des femmes. Il concerne l'égalité entre les sexes et vise à mettre fin à toutes les formes de discriminations et de violences contre les femmes et les filles dans le monde
IL AGIT EN INTERRELATION AVEC LES 16 AUTRES ODD



GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT ET ASSURER UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU

Le sixième objectif vise un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement d'ici 2030, en particulier pour les populations vulnérables. Il appelle à une gestion durable de cette ressource, et mentionne la réduction du nombre de personnes souffrant de la rareté de l'eau et certainement parmi ceux-ci il y a les femmes qui représentent plus de la moitié de la population



FAIRE EN SORTE QUE LES VILLES ET LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS SOIENT OUVERTS À TOUS, SÛRS, RÉSILIENTS ET DURABLES

Le onzième objectif vise à réhabiliter et à planifier les villes, ou tout autre établissement humain, de manière à ce qu'elles puissent offrir à tous des opportunités d'emploi, un accès aux services de base, à l'énergie, au logement, au transport, espaces publics verts et autres, tout en améliorant l'utilisation des ressources et réduisant leurs impacts environnementaux.



L' ODD 11 reconnaît les liens intrinsèques entre l'égalité des sexes et le développement urbain et leur valeur stratégique pour la durabilité

6

EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT

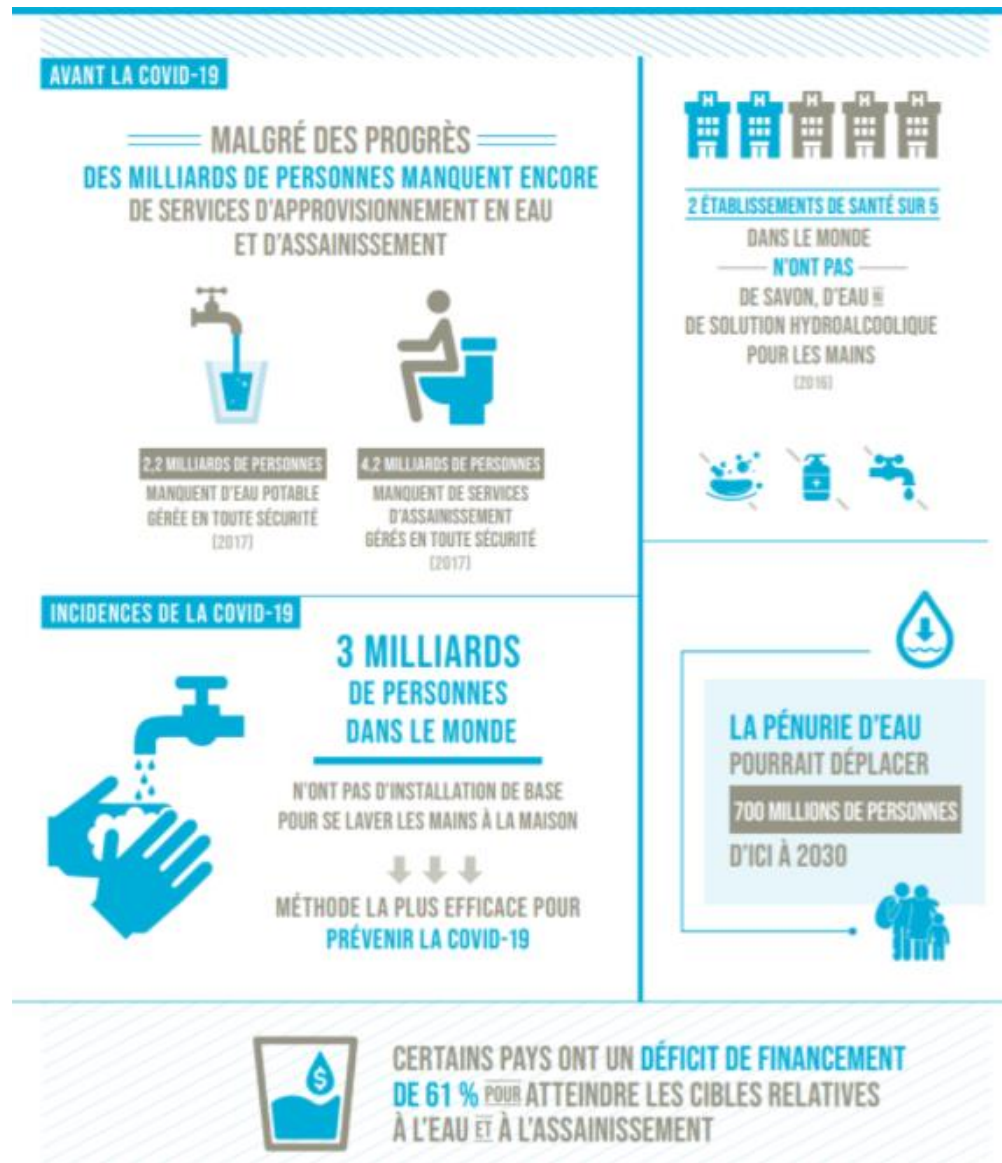


GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT ET ASSURER UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU

Les progrès vers l'objectif 6 sont alarmants. Selon le *Rapport sur les objectifs de développement durable 2020*, 2,2 MILLIARDS de personnes dans le monde manquent encore d'eau potable gérée en toute sécurité, dont 785 MILLIONS sans eau potable de base.

Et tandis que la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité est passée de 28 % en 2000 à 45 % en 2017, 4,2 MILLIARDS de personnes dans le monde ne disposaient toujours pas d'un assainissement géré en toute sécurité, dont 2 milliards sans assainissement de base.

Parmi eux, 673 MILLIONS de personnes pratiquaient la défécation à l'air libre.





GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT
ET ASSURER UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU

Alors que des progrès substantiels ont été accomplis pour augmenter les services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, dans le monde, UNE PERSONNE SUR TROIS ne bénéficie pas d'une eau potable gérée en toute sécurité, DEUX PERSONNES SUR CINQ ne disposent pas d'une installation de base pour se laver les mains avec de l'eau et du savon

La pandémie de COVID-19 a démontré l'importance cruciale de l'assainissement, de l'hygiène et d'un accès adéquat à l'eau potable afin de prévenir et de contrôler les maladies.

Pratiquer l'hygiène des mains sauve des vies. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, se laver les mains est l'une des meilleures façons d'empêcher la propagation des agents pathogènes et de prévenir les infections, y compris le virus de la COVID-19.

Pourtant, des milliards de personnes n'ont toujours pas accès à un système d'assainissement et d'eau potable et les financements sont insuffisants



La crise de l'eau et de l'assainissement s'aggrave et le manque de progrès sur l'ODD 6 sape les progrès sur tous les autres ODD, en particulier sur la santé mondiale, l'éducation, l'alimentation, l'égalité des sexes, l'énergie et le changement climatique.

Cette situation compromet l'ensemble du Programme 2030 et d'autres accords internationaux et affaiblit la capacité de la communauté internationale à combattre et à prévenir les pandémies.

Summary Progress Update 2021: SDG 6 – water and sanitation for all

MARCH 2021



Le Rapport , développé par l'Initiative d'ONU-EAU , fournit un résumé analytique de l'état de l'ODD 6 en 2021, évalué à l'aide des données nationales officielles sur les indicateurs mondiaux de l'ODD 6.

Chaque indicateur couvre un aspect spécifique de l'ODD 6.

Avant même que le COVID-19 ne fasse son apparition, le monde était loin d'atteindre l'ODD 6, des MILLIERS DE MILLIONS de personnes dans le monde vivent toujours sans eau potable et assainissement.

De nombreuses sources d'eau sont s'épuisent, sont de plus en plus pollués. Industrie, agriculture et production d'énergie à usage intensif de l'eau croissent pour répondre aux besoins d'une population en expansion.

La terre est sous une pression accrue et les écosystèmes qui nous fournissent de l'eau ils disparaissent.

En plus de tout ce qui précède, le changement climatique transforme l'eau en une ressource plus rare et plus imprévisible, faisant des ravages et déplaçant des millions de gens.

6.1.1 DRINKING WATER

2 billion people



lacked safely managed drinking water services in 2020



6.2.1a SANITATION

3.6 billion people



lacked safely managed sanitation services, and 494 million people practised open defecation, in 2020



6.2.1b HYGIENE

2.3 billion people



lacked a basic handwashing facility with soap and water at home in 2020



6.3.1 WASTEWATER

Globally 44% of household wastewater is not safely treated



6.3.2 WATER QUALITY

The lack of water quality data for over 3 billion people

over 3 billion people

means that they are at significant risk because the health of their rivers, lakes and groundwater is unknown



6.4.1 WATER-USE EFFICIENCY

Since 2015 water-use efficiency has increased by



10%

globally

6.4.2 WATER STRESS

2.3 billion people live in water-stressed countries



of which 733 million live in high and critically water-stressed countries

6.5.1 INTEGRATED WATER MANAGEMENT



107 countries are not on track to have sustainably managed water resources by 2030

Globally, the current rate of progress needs to be doubled

6.5.2 TRANSBOUNDARY COOPERATION

Only 24 countries



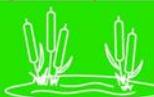
reported that all the rivers, lakes and aquifers that they share with their neighbours are covered by operational arrangements for cooperation



6.6.1 ECOSYSTEMS

1/5 of the world's river basins

are experiencing rapid changes in the area covered by surface waters



6.a.1 INTERNATIONAL COOPERATION

Official development assistance (ODA) commitments to the water sector increased



9%

from 2015 to 2019, but disbursements showed little change

6.b.1 PARTICIPATION

Only 14 out of 109 countries report having high levels of participation by communities in water and sanitation decision-making



6.1.1 EAU POTABLE : Proportion de la population qui utilise des services d'approvisionnement en eau potable gérés en toute sécurité

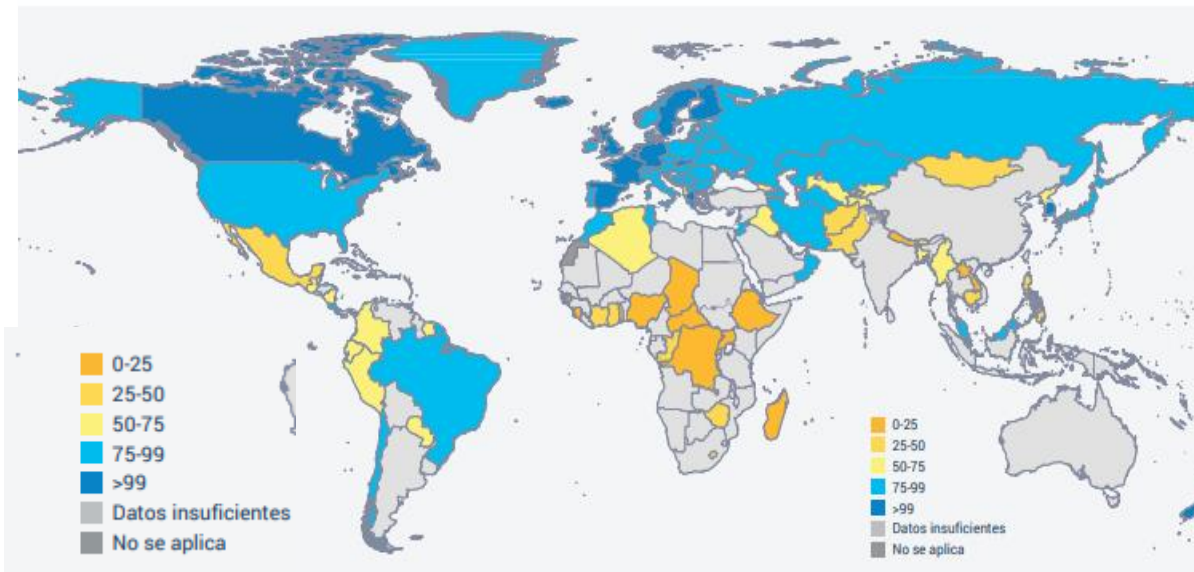
Depuis 2015, plus de 600 millions de personnes ont eu accès à des services d'eau potable gérés en toute sécurité

2 milliards de personnes — 26 % de la population mondiale — n'ont toujours pas accès à des services d'eau potable disponibles sur place, en cas de besoin et sans polluer

Les zones rurales et pauvres sont les plus touchées. 771 millions de personnes n'avaient toujours pas accès aux services d'eau potable de base en 2020. Parmi celles-ci, 8 sur 10 vivaient en milieu rural. Près de la moitié vivaient dans les pays les moins avancés

Le nombre de citoyens sans eau potable géré en toute sécurité a presque DOUBLÉ depuis 2000.

L'accès à l'eau potable dans les foyers, les établissements de santé, les écoles et les lieux de travail réduit efficacement les maladies d'origine hydrique et la malnutrition, qui sont les principales causes de décès chez les enfants de moins de cinq ans.



Pour atteindre l'objectif mondial d'ici 2030, le rythme actuel de progression devra quadrupler

6.2.1a Proportion de la population utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité

La cible 6.2 vise, «d'ici 2030, à assurer l'accès à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et équitables pour tous et à mettre fin à la défécation à l'air libre, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation de vulnérabilité.

Depuis le 2000, 2,4 milliards de personnes ont eu accès à un assainissement géré en toute sécurité, mais 46 % de la population mondiale n'y avait toujours pas accès en 2020

Les zones rurales et pauvres sont les plus touchées. 1,7 milliard de personnes ne disposaient toujours pas des services d'assainissement de base en 2020. Parmi elles, 7 sur 10 vivaient dans les zones rurales et 4 sur 10 dans les pays les moins avancés

La défécation à l'air libre reste un gros problème. En 2020, 494 millions de personnes pratiquaient encore la défécation à l'air libre et, dans 55 pays, plus de 5% de la population pratiquait la défécation à l'air libre

Atteindre l'accès universel aux services d'assainissement de base d'ici 2030 nécessitera le double du taux de progrès actuel, tandis que la fourniture d'un accès universel à un assainissement géré en toute sécurité d'ici 2030 nécessitera quatre fois le taux de progrès actuel



Disposer de services d'assainissement et d'hygiène adéquats à la maison, dans les écoles et sur les lieux de travail est essentiel pour les femmes

6.2.1b Proportion de la population disposant d'installations pour se laver les mains avec de l'eau et du savon à domicile

La cible 6.2 vise, «d'ici 2030, à assurer l'accès à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et équitables pour tous et à mettre fin à la défécation à l'air libre, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation de vulnérabilité

Trois personnes sur cinq y ont accès. 5,5 milliards de personnes disposaient d'installations pour se laver les mains avec de l'eau et du savon à la maison en 2020.

2,3 milliards de personnes, soit 29 % de la population mondiale, n'avaient toujours pas d'installations de base pour se laver les mains avec de l'eau et du savon à la maison en 2020.

Les zones rurales et pauvres sont les plus touchées. 4 personnes sur 10 dans les zones rurales et près des deux tiers de la population des pays les moins avancés ne disposaient pas d'installations pour se laver les mains avec de l'eau et du savon à domicile en 2020.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'importance de l'hygiène des mains pour prévenir et contrôler la propagation des maladies infectieuses, les gouvernements doivent accélérer leurs efforts pour assurer l'hygiène des mains à tous

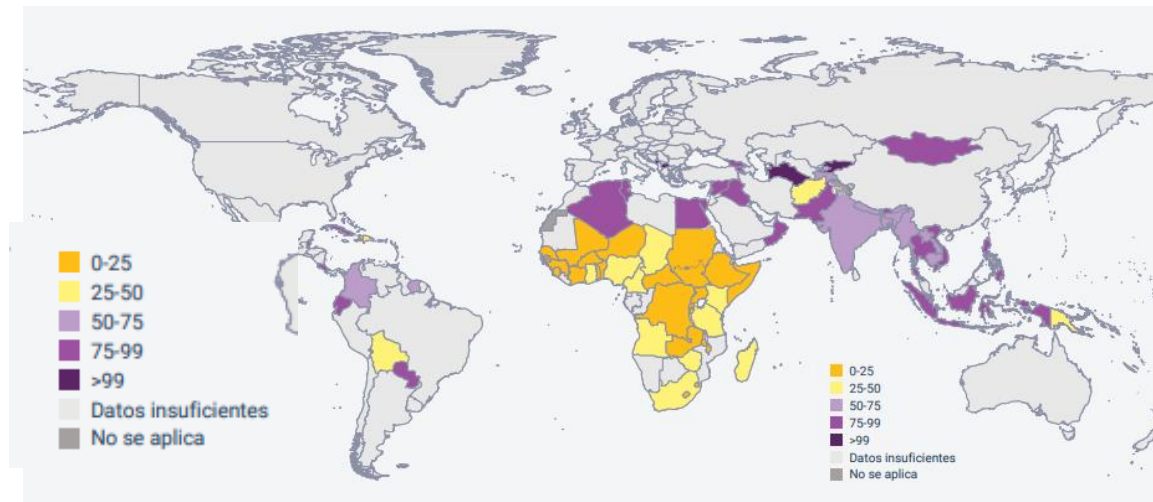


Gráfico 1: Proporción de la población con instalaciones básicas para el lavado de manos en el hogar en 2020 (%). Setenta y nueve países disponían de datos suficientes para elaborar estimaciones nacionales relativas a este indicador en 2020.



6.4.2 Niveau de stress hydrique : prélèvement d'eau douce en proportion des ressources en eau douce disponibles

Cible 6.4 vise, «d'ici 2030, à accroître considérablement l'utilisation efficace des ressources en eau dans tous les secteurs et à assurer la durabilité des prélèvements et des approvisionnements en eau douce pour faire face à la pénurie d'eau et réduire considérablement le nombre de personnes souffrant du manque d'eau.

UTILISATION NON DURABLE. Dans les régions d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest, de nombreux pays prélèvent la totalité ou plus de leurs ressources en eau renouvelables (100%) chaque année, et dépendent de ressources non renouvelables pour répondre à leurs besoins en eau, dont certains finiront par s'épuiser

GRANDES VARIATIONS RÉGIONALES. 3 régions de ODD ont des valeurs de stress hydrique supérieures à 25 %, dont l'Asie de l'Ouest et l'Afrique du Nord, ainsi que l'Asie centrale et du Sud, extraient plus de 70 % des ressources en eau disponibles. La ventilation des données par bassin hydrographique révèle qu'une situation de stress hydrique sévère existe également dans les bassins hydrographiques d'Amérique du Nord, d'Asie centrale et du Sud et de la côte ouest de l'Amérique latine

Les TROIS QUARTS des prélèvements d'eau sont destinés à l'agriculture. 16 % aux municipalités, qui l'utilisent pour approvisionner les logements et les services, et 12 % aux industries.



La stratégie essentielle pour réduire le stress hydrique : systèmes de distribution d'eau efficaces et agriculture durable, réutilisation des eaux usées, technologies économes en eau et campagnes de sensibilisation pour réduire la consommation d'eau des ménages et promouvoir des régimes alimentaires sains et une consommation durable

6.6.1 Modification de l'étendue des écosystèmes liés à l'eau au fil du temps

La cible 6.6 vise, «d'ici 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, y compris les forêts, les montagnes, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs».

LE CHANGEMENTS RAPIDES DES MASSES D'EAU DE SURFACE. Dans un cinquième des bassins hydrographiques du monde, l'étendue des eaux de surface disponibles a considérablement changé au cours des cinq dernières années

En 2019, près de 25 % des 2 300 grands lacs échantillonnés présentaient des lectures de turbidité allant d'élevées à extrêmes. Une turbidité élevée peut être un symptôme de contamination de l'eau, car le grand nombre de particules en suspension fournit des points d'adhérence des polluants, tels que les métaux et les bactéries. Par conséquent, les lacs à forte turbidité peuvent avoir un impact négatif sur la santé des humains et des écosystèmes.



10,4 millones
de hombres



10,6 millones
de mujeres



4,9 millones
de niños



Il y a 21 millions de personnes, dont 5 millions d'enfants, qui vivent à moins de 5 kilomètres d'un lac avec des niveaux de turbidité extrêmes, et qui dépendent souvent de ses eaux pour diverses activités

6.b.1 Participation des communautés locales à la gestion de l'eau et de l'assainissement

La cible 6.b vise à "soutenir et renforcer la participation des communautés locales à l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'assainissement". Les données des indicateurs peuvent être désagrégées en six sous-secteurs : eau potable (rural et urbain), assainissement (rural et urbain), promotion de l'hygiène et planification et gestion des ressources en eau.

PROCÉDURES DE PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS ET DES USAGERS EXISTANTS DANS LES LOIS OU POLITIQUES
Deux tiers des 109 pays déclarants ont des procédures de participation définies dans leurs lois ou politiques dans tous les sous-secteurs de l'eau et assainissement

NIVEAU DE PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS ET DES UTILISATEURS. Dans tous les sous-secteurs, seuls 14 pays sur 109 ont un niveau élevé de participation de la communauté et des utilisateurs dans les processus de gestion et de la prise de décision collaboratif.

Il y a un manque de ressources humaines et financières pour soutenir la participation. Pour accélérer les progrès, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour établir des Forums réguliers et d'autres opportunités d'engagement, ainsi que des ressources financières pour soutenir ces activités au niveau local.



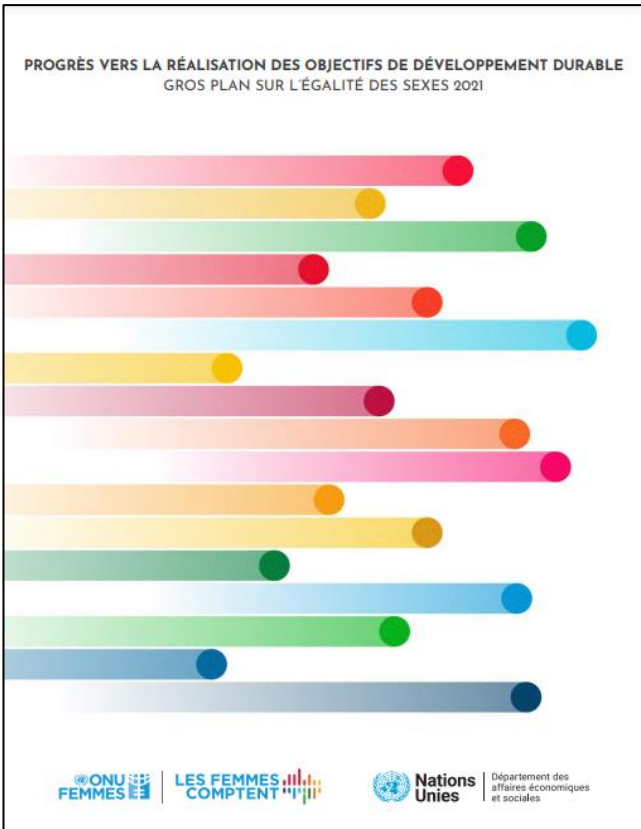
Moins de la moitié de pays ont des lois ou des politiques qui mentionnent spécifiquement la participation des FEMMES à la gestion de l'assainissement ou des ressources en eau dans les zones rurales.

La participation des utilisateurs et des communautés aide à fournir des solutions durables et contribue à réduire davantage les inégalités entre les sexes

NE LAISSER AUCUNE FEMME OU FILLE POUR COMPTE

Le rapport de ONU FEMMES présente les dernières données probantes sur l'égalité des sexes dans l'ensemble des **17 Objectifs de développement durable**, soulignant les progrès réalisés depuis 2015, mais aussi l'inquiétude liée à la pandémie de COVID-19, son effet immédiat sur le bien-être des femmes et pour les générations future

La pandémie a mis en péril les progrès limités réalisés au cours des 25 dernières années dans l'élargissement des droits et des opportunités des femmes, y compris la participation économique et la voix politique



D'ici 2030, plus de **150 millions DE FEMMES ET DE FILLES** pourraient sortir de la pauvreté si les gouvernements mettent en œuvre une stratégie complète pour améliorer l'accès à l'éducation et à la planification familiale, parvenir à des salaires égaux et élargir la couverture des transferts sociaux.



L'écart entre les sexes en matière d'insécurité alimentaire a augmenté en raison de la pandémie de COVID-19. Les niveaux d'insécurité alimentaire des femmes étaient **10 % PLUS ÉLEVÉS** que ceux des hommes en 2020, alors qu'ils étaient 6 % plus élevés en 2019.



La pandémie perturbe les services de santé essentiels pour les femmes et les filles. Durant la première année de la crise, on estime que **12 millions DE FEMMES** dans 115 pays à revenu faible et intermédiaire ont connu des perturbations de leurs services de planification familiale, ce qui a provoqué environ **1,4 million DE GROSSESSES NON PLANIFIÉES**.



Les filles non scolarisées sont exposées à un risque accru de violence, de mariage des enfants, de travail des enfants, de traite des enfants et d'accouchement prématuré. Mais uniquement **42 % DES PAYS** disposaient de mesures pour soutenir les filles afin qu'elles retournent à l'école début 2021.



Sur la base de données recueillies dans 95 pays, **PLUS DE LA MOITIÉ** ne disposaient pas de quotas pour les femmes dans les parlements nationaux ; **63 %** ne disposaient pas de lois sur le viol basées sur le principe de consentement. **Près de la moitié** continuaient de limiter l'emploi des femmes dans certaines professions ou industries.

On estime à **736 millions LE NOMBRE DE FEMMES ET DE FILLES** âgées de 15 ans ou plus ayant subi des violences physiques et sexuelles de la part d'un partenaire ou des violences sexuelles de la part de quelqu'un d'autre au moins une fois dans leur vie. D'ici 2030, pas moins de **2 millions** de cas de mutilations génitales féminines supplémentaires (MGF) sont prévus en raison de l'interruption des services suite à la COVID-19.

Les femmes avec des enfants à la maison déclarent consacrer environ **31 heures** par semaine à la garde d'enfants, soit **5 heures de plus** en moyenne qu'avant la pandémie.

Mondialement, en 2020, les femmes détiennent **un siège parlementaire sur quatre**. Elles occupent **36 %** des sièges élus dans les instances locales de délibération.

Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, **234 millions** moins de femmes que d'hommes ont accès à Internet sur leurs téléphones portables.

Seulement **19 % DES PAYS** et zones avec des données disposent de systèmes complets pour suivre la manière dont les budgets répondent aux priorités de genre.



En 2020, seulement **26 % DES 170 PAYS** travaillaient activement à l'intégration du genre dans la gestion de l'eau.

L'impact combiné du conflit, des événements climatiques extrêmes et de la COVID-19 les ont dépourvues de leurs besoins même basiques tels que la sécurité alimentaire

PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE GROS PLAN SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES 2021: NE LAISSER AUCUNE FEMME OU FILLE POUR COMPTE



LA COVID-19 ÉLARGIT LES INÉGALITÉS MONDIALES

Les femmes, en première ligne de la réponse à la pandémie, ont été reléguées à l'arrière-plan dans l'élaboration de la relance.

Les femmes et les filles restent affectées de manière disproportionnée par les retombées socio-économiques, aux prises avec la perte d'emplois et de moyens de subsistance, le dérapage de l'éducation et le fardeau accru du travail de soins non rémunéré.

Les services de santé pour les femmes et d'autres services tels que les refuges et les centres de crise à guichet unique, déjà mal financés, ont été confrontés à des perturbations majeures qui ont coupé l'accès aux services essentiels des survivants de violences et miné la santé sexuelle et reproductive

* y compris les sous-indicateurs - voir pages 22-27

5

ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



Les écarts dans les lois, les politiques et les institutions pour la promotion de l'égalité des sexes persistent.



Sur la base de données recueillies dans **95 PAYS** en 2020,

plus de la moitié NE DISPOSAIENT PAS DE QUOTAS pour les femmes dans les parlements nationaux ;

63 % NE DISPOSAIENT PAS DE LOIS sur le viol basées sur le principe du consentement.

Près de la moitié continuaient de limiter le travail des femmes dans certaines professions ou industries.

Les trois quart ne stipulaient pas **18 ans** comme l'âge minimum du mariage pour les femmes et les hommes, sans exceptions.

En moyenne, des pays disposent ,



DES LOIS ET DES RÉGLEMENTATIONS

pour garantir un accès égal à la santé et aux droits sexuels et reproductifs sur la base de 75 pays avec des données.

Les signalements de violence à l'égard des femmes et des filles, autrement dit la pandémie de « l'ombre », augmentent dans de nombreuses régions du monde.



Même avant la pandémie, mondialement, on estime que

245 millions DE FEMMES ET DE FILLES

âgées de 15 ans et plus ont subi des violences sexuelles et/ou physiques par un partenaire intime dans l'année écoulée.

Durant la pandémie, les appels aux lignes d'assistance de violence domestique ont augmenté.

40 % EN MALAISIE,
50 % EN CHINE ET EN SOMALIE et
79 % EN COLOMBIE.



Malgré le rôle central des femmes dans la réponse à la COVID-19, y compris en tant que professionnelles de santé de première ligne, elles n'occupent pas les postes de leadership qu'elles méritent. Pour avancer différemment et mieux, il faut désormais placer les femmes et les filles au centre de tous les aspects de la réponse et de la relance, notamment par le biais de lois, de politiques et de budgétisations sensibles au genre.

- Dans le même temps, les moteurs structurels de l'inégalité des sexes doivent être démantelés.
- Sans action urgente pour endiguer la pauvreté croissante, la faim et les inégalités, notamment dans les pays touchés par des conflits et d'autres formes de crise aiguë, des millions de personnes continueront de souffrir.

Plus de **200 millions**
DE FEMMES ET DE FILLES

dans 31 pays ont subi des mutilations génitales féminines. Dans la moitié des pays pour lesquels des données sont disponibles, la majorité avaient été excisées avant l'âge de 5 ans. La COVID-19 perturbant les interventions pour lutter contre cette pratique, jusqu'à



2 millions de cas supplémentaires

de MGF sont prévus d'ici 2030.

À cause de la pandémie

10 millions
DE FILLES SUPPLÉMENTAIRES
risquent d'être mariées durant leur enfance d'ici 2030.



La COVID-19 intensifie la charge de travail des femmes au domicile. Même avant la pandémie, les femmes consacraient

3,2 fois **PLUS D'HEURES**

au travail de soins non rémunérés que les hommes. Des données provenant de 16 pays indiquent que les femmes avec des enfants à la maison consacraient 31 heures par semaine à la garde d'enfants durant la COVID-19, une hausse par rapport à 26 heures précédemment.



Mondialement en 2021, les femmes détenaient uniquement :

UN QUART DES SIÈGES AU SEIN DES PARLEMENTS NATIONAUX,



36 % **DES SIÈGES AU SEIN DES GOUVERNEMENTS LOCAUX,**

24 % **DES SIÈGES AU SEIN DES GROUPES DE TRAVAIL SUR LA COVID-19.**

En 2019, les femmes détenaient uniquement

28 % **DES POSTES DE DIRECTION** sur le lieu de travail.



Sur la base d'un échantillon de 36 pays, seuls

33 % **ONT DES QUOTAS OBLIGATOIRES**

pour assurer la participation des femmes dans la gouvernance des systèmes fonciers.



Dans 90 pays avec des données disponibles entre 2015 et 2019, la possession d'un téléphone portable par les hommes était en moyenne d'environ

7,1 **POINTS DE POURCENTAGE** plus élevée que la possession d'un téléphone par les femmes.



73 % **DES FEMMES JOURNALISTES**

de 125 pays ont signalé avoir subi des violences en ligne ; 11 pour cent se sont retirées des communautés en ligne pour cause de harcèlement.

Selon les données provenant de 69 pays et régions, seulement

19 % disposaient d'un système pour suivre les données budgétaires sur le genre et les rendre accessibles au public.

Malgré l'importance critique de l'eau, les femmes sont sérieusement sousreprésentées dans sa gestion

En 2018, près de 2,3 milliards de personnes habitaient dans des pays soumis à un stress hydrique. Sans eau potable, sans installations sanitaires adéquates et sans installations d'hygiène menstruelle, au domicile et dans les lieux publics, les femmes et les filles ont plus de mal à mener une vie sûre, productive et saine.

Avec la pandémie, de telles difficultés se sont intensifiées notamment pour les femmes et les filles les plus pauvres. Dans de nombreuses sociétés, les femmes sont responsables de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de la santé. Cependant, les efforts visant à améliorer la gestion des ressources en eau négligent souvent le rôle central des femmes.



Malgré l'importance critique de l'eau, les femmes sont sérieusement sousreprésentées dans sa gestion

Pas d'indicateurs spécifiques de genre

En 2020, seulement 26 pour cent des 170 pays poursuivaient activement l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau.

Alors que 24 pour cent avaient réalisé certains progrès, 50 pour cent avaient enregistré peu ou aucune avancée dans l'atteinte des objectifs de genre. L'une des raisons des progrès limités est le manque de fonds réservés et de plans d'action qui donnent la priorité aux considérations de genre. Par exemple, alors que 82 pour cent des 104 pays ont des procédures pour la participation des utilisateurs/communautés, seulement 45 pour cent ont des politiques spécifiques pour la participation des femmes.

De même, seulement 22 pour cent enregistrent des niveaux élevés de participation des femmes dans les processus politiques et de gestion, ce qui signifie que les femmes sont officiellement représentées ou régulièrement consultées dans ces processus. En Océanie, (à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande), aucun pays n'a de participation élevée





Les conditions de vie précaires dans les bidonvilles peuvent mener à des taux plus élevés d'infections à la COVID-19 et de mortalité chez les femmes



Les conditions de vie précaires sont associées à des taux plus élevés d'infection et de mortalité liés à la COVID-19.

De plus, la perturbation des services impacte de manière disproportionnée les femmes vivant dans des bidonvilles. Au Bangladesh, au Kenya, au Nigéria et au Pakistan, les femmes enceintes vivant dans des bidonvilles avaient un accès moindre aux programmes prénataux et aux soins pendant la grossesse.

11.2.1 Proportion de la population ayant aisément accès aux transports publics, par âge, sexe et situation au regard du handicap

11.7.1 Part moyenne de la surface bâtie des villes qui est un espace ouvert à usage public pour tous, selon le sexe, l'âge et les personnes handicapées

11.7.2 Proportion de personnes victimes de harcèlement physique ou sexuel, par sexe, âge, situation au regard du handicap et lieu des faits (au cours des 12 mois précédents)

Mondialement, plus **D'UN MILLIARD DE PERSONNES** habitent dans des établissements informels et des bidonvilles.

Les femmes et les filles, souvent surreprésentées dans les zones densément peuplées, souffrent d'un accès inadéquat à l'eau et à l'assainissement, aux soins de santé et aux transports. Le surpeuplement, des logements insalubres, et l'insécurité foncière sont des préoccupations supplémentaires. Les femmes et les filles vivant dans des bidonvilles et des milieux similaires ont moins de chances de progresser dans l'enseignement secondaire ou supérieur que leurs homologues masculins et les femmes urbaines vivant dans des milieux autres que les bidonvilles.

En 2018-2019, **48,1** pour cent ont subi des violences physiques, sexuelles ou émotionnelles de la part d'un mari ou d'un partenaire, contre **45,5** pour cent des femmes globalement.





45 INDICATEURS TOTAUX

1 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

Les femmes trouvent des solutions pour notre planète souffrante mais sans les plateformes et la reconnaissance qu'elles méritent

La vie aquatique et terrestre court un immense danger. L'humanité est à blâmer. Des niveaux de production et de consommation non durables épuisent les ressources naturelles de la planète ; l'augmentation de la pollution, y compris des océans du monde, et le rejet d'une quantité alarmante de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre nocifs dans l'atmosphère terrestre. Sans action urgente pour réduire les émissions, le réchauffement climatique dépassera 1,5 °C d'ici 2040, franchissant un seuil dont les conséquences pourraient être catastrophiques.

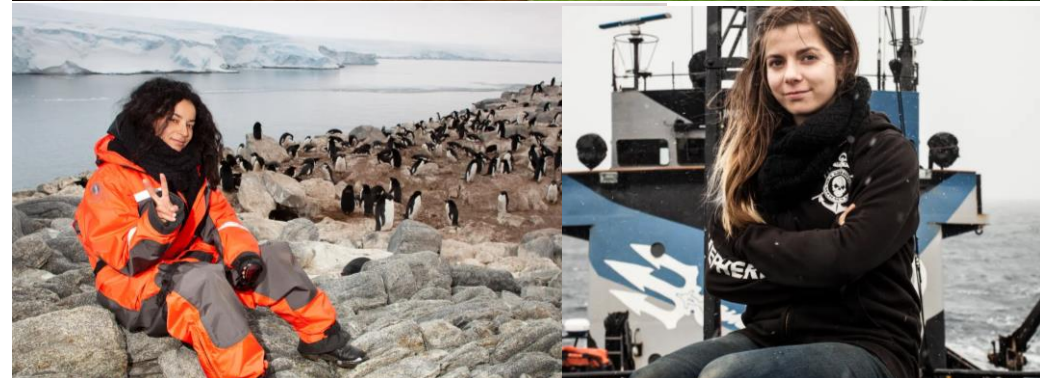
Les femmes activistes, scientifiques et chercheuses travaillent dur pour résoudre ces questions, souvent sans disposer des mêmes plateformes que les hommes pour partager leurs connaissances et compétences. Mondialement, par exemple, les femmes constituent uniquement **39** pour cent des océanologues

Entre 2011 et 2018, les femmes comprenaient seulement **29** pour cent des intervenants invités aux conférences internationales d'océanologie. Les voix des femmes des communautés marginalisées, y compris les jeunes et les femmes autochtones, sont majoritairement absentes, alors même qu'elles ont peu contribué à la crise climatique et sont particulièrement vulnérables à ses effets.

La participation des femmes à la planification du climat et du développement à tous les niveaux est essentielle à la justice climatique et à la durabilité environnementale.

13.3.1 Degré d'intégration de i) l'éducation à la citoyenneté mondiale et ii) l'éducation au développement durable, y compris l'égalité des sexes et le respect des droits de l'homme, dans

- a) les politiques nationales d'éducation,
- b) les programmes d'enseignement,
- c) la formation des enseignants et d) l'évaluation des étudiants



Le pouvoir de prise de décision inégal des femmes nuit au développement à tous les niveaux

Parvenir à des sociétés pacifiques, justes et inclusives est une aspiration de plus en plus difficile à atteindre, en raison d'inégalités généralisées, de conflits, de violences à l'égard des femmes et des retombées de la pandémie

- La représentation des femmes dans des postes politiques et autres pour résoudre ces questions demeure limitée.
- Elles détiennent par exemple 18,9 pour cent des sièges parlementaires dans les pays affectés par des conflits, bien en dessous de la moyenne mondiale de 25,6 pour cent. Mondialement, les femmes parlementaires sont deux fois plus susceptibles que les hommes parlementaires d'être confrontées à la violence et à des mauvais traitements



24 INDICATEURS TOTAUX

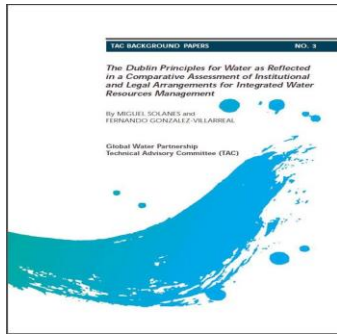
6 INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU GENRE

NGO CSW
FORUM 66
NGO CSW/NY | 50TH ANNIVERSARY



OÙ SONT LES FEMMES DANS LES RAPPORTS DE SUIVI DE L'OBJECTIF 6 de AGENDA 2030 ?

Il a été démontré que les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par le manque d'eau potable, de services d'assainissement et d'hygiène, ainsi que par la possibilité d'accéder et de décider des ressources en eau à des fins productives. Il est clair que les femmes peuvent jouer un rôle clé dans la gestion des ressources en eau au profit de leurs familles et de la société dans son ensemble



la Déclaration de Dublin de 1992 sur l'eau et le développement durable, reconnaissait dans le Principe n° 3, le rôle clé des femmes dans « l'approvisionnement, la gestion et la sauvegarde de l'eau ». Et la Déclaration souligne que « l'acceptation et la mise en œuvre de ce principe nécessitent des politiques positives pour aborder besoins spécifiques des femmes et à équiper et autonomiser les femmes pour qu'elles participent à tous les niveaux des programmes relatifs aux ressources en eau, y compris la prise de décision et la mise en œuvre, selon des modalités définies par elles »

Cependant, le rôle crucial que jouent les femmes dans les aspects liés aux ressources en eau et à leur utilisation n'a été que partiellement reflété parce que sont manquantes de **DONNÉES SUR L'EAU VENTILÉES PAR SEXE ET SENSIBLES AU GENRE** et des analyses connexes qui aideraient à soutenir le développement d'un connaissances de base sur le genre liées à l'eau .



L'ANALYSE SENSIBLE AU GENRE ET INCLUSIVE DE L' EAU DANS LES RAPPORTS DE SUIVI DE L'OBJECTIF 6 , ENCORE À SES DÉBUTS

À ce jour, l'inclusion du genre comme stratificateur d'inégalité n'a été envisagée que pour les indicateurs **6.1.1** (eau potable) et **6.2.1** (assainissement et hygiène), et la désagrégation par sexe et par âge est limitée parce que, en grande partie, les indicateurs limitent historiquement l'analyse au niveau du ménage.

D'autres indicateurs mondiaux de l'ODD 6 ont un potentiel pour une contextualisation significative par le genre, par exemple l'indicateur **6.4.2** sur le stress hydrique.

Et particulièrement importantso l'indicateur **6.b.1** sur la participation qui a le le potentiel de jeter une loupe sur la représentation des femmes dans la participation publique à l'eau et à l'assainissement



L'ONU travaille sur le développement d'approches pour le suivi du genre des indicateurs globaux de l'ODD 6
Le travail a commencé en juin 2021 et se terminera fin 2022
développe des approches pour le suivi du genre des
indicateurs ODD mondiaux 6 **Le travail a commencé en juin 2021 et se terminera à la fin du 2022**

Un certain nombre de données du genre, sur divers aspects dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, existent sur une gamme de plateformes dirigés par une gamme d'organisations.



- ❖ Moins de 50 pays ont des lois ou des politiques qui mentionnent spécifiquement la participation des femmes à l'assainissement rural ou à la gestion de l'eau. (ONU-Eau 2021)
- ❖ 1 million de décès chaque année sont associés à des naissances impures. Les infections représentent 26 % des décès néonataux et 11 % de la mortalité maternelle. (OMS/UNICEF 2019). ([OMS/UNICEF 2019](#)).
- ❖ Alors qu'elles fournissent près de la moitié de toute la main-d'œuvre agricole dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, la productivité agricole des femmes est en moyenne de 20 à 30 % inférieure à celle des agriculteurs de sexe masculin. (FAO, 2017))
- ❖ Environ 44 millions de femmes enceintes ont des infections à ankylostomes liées à l'hygiène qui représentent un fardeau sanitaire important dans les sociétés en développement. (UNICEF)

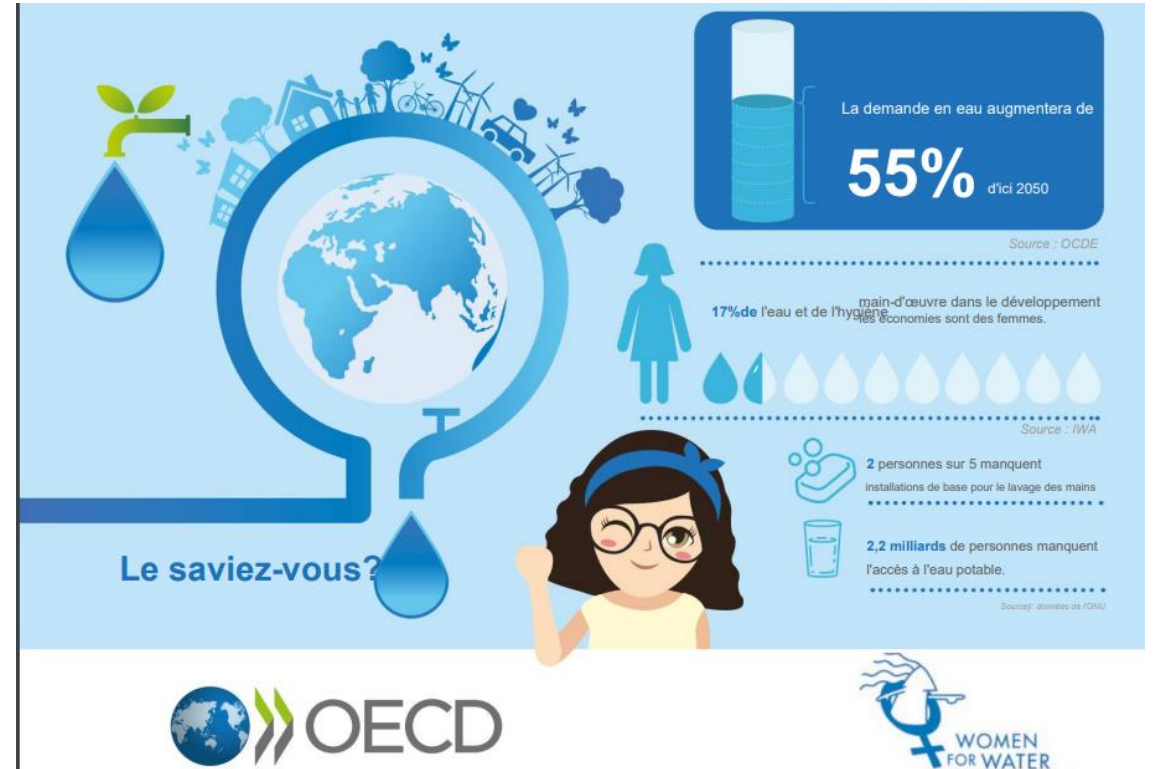
Gérer et sécuriser l'accès à l'eau pour tous n'est pas seulement une question économique, mais aussi une question sociale et de bonne gouvernance,

Les femmes et les filles sont les principaux fournisseurs, gestionnaires et utilisateurs de l'eau ; cependant, les femmes représentent moins de 17% de la main d'œuvre de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les économies en développement et une fraction des décideurs politiques, des régulateurs, de la gestion et des experts.

Dans la plupart des sociétés, les femmes ont la responsabilité principale de la gestion de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de la santé des ménages

En raison de leur dépendance aux ressources en eau, les femmes ont accumulé des connaissances considérables, y compris l'emplacement, la qualité et les méthodes de stockage.

Cependant, les efforts, visant à améliorer la gestion des ressources mondiales, limitées en eau, et étendre l'accès à l'eau potable et à un assainissement adéquat, ne peut pas négliger le rôle central des femmes dans la gestion de l'eau.



Assurer la participation pleine et effective des femmes et l'égalité des chances de leadership à tous les niveaux de prise de décision dans la vie politique, économique et publique est un objectif fondamental pour atteindre l'ODD 5 sur l'égalité des sexes, ainsi qu'un facteur essentiel pour la réalisation concrète de l'ODD 6 sur l'eau potable et l'assainissement.

Quelques recommandations :

Une reconversion des modèles économiques et des processus de production : construire un modèle d'économie inclusive, fondé sur des règles et des comportements conformes à la protection des droits humains universels, avec un modèle de justice sur le plan économique et social pour protéger l'accès universel aux biens communs.

- Reconnaître l'eau comme un bien public commun et garantir l'accès à un minimum vital d'eau gratuite pour tous et toutes en tant que personnes ayant des droits humains, avec une référence particulière aux groupes les plus vulnérables et marginalisés.
- Promouvoir l'économie d'eau, la réutilisation de l'eau en adoptant des technologies appropriées pour la collecte et la réutilisation de l'eau de pluie, le recyclage de l'eau purifiée à des fins agricoles
- Promouvoir la collecte de données différenciées par sexe dans l'utilisation et l'accès à l'eau..
- Promouvoir les leaderships féminines dans la planification et la gestion de l'eau

